



A Saint-Etienne, la tribune en plein débat

Que signifie aujourd'hui la stratégie d'unité populaire ?

Les travaux de la commission « Unité populaire et enjeux de la période » ont donné lieu à un des débats essentiels du congrès, en particulier sur les conséquences de notre stratégie pour nos rapports avec les organisations de gauche. Le rapport de la commission définit l'unité populaire sous ses quatre aspects : Quelles en sont les bases sociales ? Quel dynamique ? Quels objectifs ? Avec quelles organisations ? Sur le quatrième point, un amendement présenté par la minorité de la fédération de Paris, de l'Essonne et des Hauts de Seine, auquel s'est rallié le courant communiste autogestionnaire, a été repoussé par 229 mandats contre 208, 4 abstentions et 14 refus de vote. Finalement, l'ensemble du rapport sur l'unité populaire fut adopté par les

délégués par 116 pour, 46 contre, 31 abstentions et 7 refus de vote. On peut lire ci-dessous la quatrième partie de la résolution, ainsi que l'amendement minoritaire.

LA DYNAMIQUE D'UNITE POPULAIRE

Un rassemblement à vocation majoritaire, avec la classe ouvrière, de couches populaires partageant avec elle un certain nombre d'intérêts communs : telle est la définition la plus générale qu'on peut donner de l'unité populaire.

Il n'y a pas, en effet, de conception unique ni statique de l'unité populaire : elle peut prendre des formes différentes selon les situations ; elle est une dynamique qui doit progresser, mais qui peut connaître aussi des reculs. L'unité populaire dans une période de transition n'est pas du même type que celle qui peut assurer une défaite de la bourgeoisie — ce que nous avons appelé le bloc

social et politique anticapitaliste ; de même, la progression vers ce « bloc » passe par des réalisations partielles de l'unité populaire — locales, sectorielles, sociales seulement, politiques seulement, etc. Le problème est de saisir toute occasion partielle pour la faire avancer. Tâche d'autant plus difficile que l'unité populaire est fondamentalement distincte des stratégies d'alliance des partis réformistes. Elle suppose donc l'existence de force(s) capable(s) d'agir dans le sens de sa réalisation à l'intérieur de ce qui, virtuellement, peut la construire.

En d'autres termes : ce n'est ni à l'intérieur ni par délégation des formes institutionnelles actuelles que se construira l'autogestion. Elle sera l'œuvre des classes populaires édifiant leurs propres lieux de pouvoir, les développant, les substituant aux institutions existantes. L'unité populaire achevée n'est rien d'autre que le rassemblement des classes exploitées et de certaines fractions des classes moyennes dans ces lieux nouveaux de pouvoir.

Aujourd'hui, de multiples obstacles se dressent face à la constitution d'un « bloc social et politique anticapitaliste », outre les freins habituels aux principales forces du mouvement ouvrier (leurs stratégies, le refus de l'unité à la base, les comportements antidémocratiques, etc.). Ces obstacles, nous les avons répertoriés. Ce sont :

- les voies divergentes dans lesquelles se sont engagés le P.C. et le P.S. ;
- l'approfondissement des divisions au sein de la classe ouvrière et des couches populaires, amplifié dans ses conséquences par les divergences de stratégies syndicales ;
- les luttes qui, restant principalement défensives, se prêtent mal à l'articulation avec un projet social politique positif.

C'est dans la mesure où le projet politique du socialisme autogestionnaire, où les conditions politiques de sa réalisation deviennent l'affaire des masses et non d'une seule avant-garde, que l'unité populaire se forge en un bloc social et politique capable de conquérir l'hégémonie dans le mouvement ouvrier et dans l'ensemble de la société.

La construction de l'unité populaire ne se fera pas du jour au lendemain. Elle est progressive, intimement liée à la dynamique même du chemin du pouvoir. Chaque pas franchi sur ce chemin doit renforcer l'unité et, par conséquent, permettre le pas suivant. Aussi, ne s'agit-il pas de faire comme si la forme achevée de l'unité populaire était l'objectif immédiat, mais de partir des réalités actuelles, des forces réellement en présence, pour progresser.

C'est pourquoi l'unité d'action, sans se confondre avec l'unité populaire, est un moyen nécessaire. Cette unité d'action est

évidemment conflictuelle ; elle concerne les partis, mais aussi les organisations de masse.

L'UNITÉ ET LES ORGANISATIONS

L'émergence tactique d'accord d'unité d'action contribue à la stratégie de construction de l'unité populaire autour de l'axe du contrôle ouvrier et populaire. Pour se manifester, cette unité populaire exige un certain nombre de conditions : démocratie ouvrière à la base, définition d'objectifs concrets de lutte, remise en cause de la légalité dominante. L'accord entre les organisations n'est jamais une condition suffisante pour la constitution de la mobilisation populaire ; à l'inverse, le désaccord peut être un facteur de blocage au développement de l'unité populaire.

Contribuer au développement du mouvement populaire

Bien plus, il n'y a pas de possibilité de succès pour une expérience socialiste en France si les principales organisations du mouvement ouvrier restent profondément divisées et si la recherche de l'unité d'action ne contribue pas au développement du mouvement populaire.

L'unité conflictuelle des organisations doit être recherchée pour des raisons stratégiques. En effet, les classes n'existent, en particulier dans le champ politique, que par leurs luttes et leurs organisations... Les exemples de mai 1968 ou du Portugal (ou Chili) montrent que le développement des organes de pouvoir populaire est conditionné par l'existence de solutions proprement politiques (et souvent même gouvernementales). Le développement des luttes et des organes populaires ne peut régler à lui seul la question du pouvoir.

Entre les luttes et les organisations existent des correspondances et des contradictions. Par exemple, les luttes « sociales », depuis 1968 en particulier, sont caractérisées par la montée des revendications « autogestionnaires » (c'est-à-dire de généralisation du pouvoir) ; par contre, restent largement hégémoniques les organisations qui ne reprennent pas principalement en compte ces nouvelles aspirations ; cependant, elles doivent toutes en tenir compte.

L'unité des organisations peut être dynamique si elle permet de faire avancer, ou de généraliser, les thèmes anticapitalistes les plus avancés (du contrôle à l'autogestion). Cette dynamique unitaire existe à deux conditions : un développement de ces aspirations dans les luttes « sociales », une critique constante de la ligne réformiste au sein de

l'unité des organisations (unité conflictuelle), critique qui est une reprise politique des aspirations nouvelles apparues dans les luttes.

L'autonomie de la force politique autogestionnaire est donc une nécessité pour que l'unité des organisations soit dynamique, mais réciproquement, cette autonomie n'a de sens que dans la recherche de l'unité des organisations. Ceci implique évidemment des compromis sur des positions moins avancées qu'elles ne le sont dans certaines luttes, ou dans le P.S.U. (exemples passés : armée, nucléaire...).

Dans l'immédiat...

L'unité : objectif stratégique. Pour le P.S.U., l'unité des travailleurs est un objectif stratégique et non pas une conception tacticienne, manœuvrière, récupératrice, comme l'est celle des autres forces du mouvement ouvrier (P.S., P.C., trotskystes).

Dans l'immédiat, l'unité populaire signifie la recherche de l'unité d'action face à l'offensive économique de la bourgeoisie sur le plan de la restructuration (soutien aux luttes sur l'emploi, etc.). Il s'agit aujourd'hui de tout faire pour unifier à la base le plus grand nombre de forces du mouvement ouvrier sur les objectifs revendicatifs immédiats des travailleurs ; étant donné la situation politique de la gauche, il est bien évident que seule cette forme d'unité est à la fois nécessaire et possible et ressentie comme telle par les travailleurs. Dans cette perspective, l'établissement et le développement de l'unité d'action syndicale apparaissent déterminantes. La recherche d'accords politiques avec le P.S. et le P.C., dans la perspective de l'unité populaire, ne peut le plus souvent aboutir qu'à des accords partiels ou limités à certaines organisations. Il ne s'agit pas d'opposer l'unité à la base à l'unité au sommet.

Aujourd'hui, le P.S.U. doit apparaître comme capable d'une contribution unitaire qui puisse être reconnue comme utile pour les travailleurs et le mouvement de masse à qui il s'adresse. Il ne doit pas apparaître comme un simple et stérile dénonciateur, comme un opposant systématique aux autres forces du mouvement ouvrier, ne serait-ce que pour montrer sa conscience de la difficulté des problèmes posés à l'ensemble du mouvement ouvrier par la politique actuelle de la bourgeoisie. Le rôle du P.S.U. est de favoriser l'unité d'action en partant des revendications immédiates, pour déboucher sur les revendications dépassant le cadre du régime existant. Ce passage de l'économique et social au politique, dans le sens le plus large du terme, ne peut pas être programmé, ses étapes et leur

durée ne sont pas prévisibles.

Dans cette perspective, l'ensemble des bases de la stratégie de construction de l'unité populaire définies lors du congrès du parti doivent donc rester partie intégrante de sa ligne politique. Mais ce qui est profondément modifié — probablement pour longtemps — ce sont les conditions d'application d'une telle stratégie. C'est ce qui mérite réflexion.

L'accord P.C./P.S. est brisé, sans qu'aucune perspective de rapprochement se dessine ; au contraire même, sur les principaux problèmes, l'écart des conceptions se creuse. Parallèlement, la division des forces de droite, elle aussi, s'approfondit. A terme, le champ politique peut s'en trouver profondément modifié, rendant plus problématique la remise en chantier d'un nouvel accord programmatique.

En même temps, des forces puissantes œuvrent dans les sociétés occidentales pour la reconstruction de nouvelles bases d'équilibre et d'intégration : Europe, axe Bonn-Paris, S.M.E. et politiques d'austérité et de restructuration, thème de la société de sécurité (présidentialisme, peur du chaos, du chômage, refus de la « politique », supranationalité, etc.). En France, le « réformisme » giscardien exprime bien ces tendances (recherche des compromis au centre, tentative de résorber la crise des valeurs bourgeoises révélée par mai 68, montée des nouveaux philosophes, économistes, etc.).

De nouvelles propositions

Mais, à l'inverse, la crise capitaliste et les efforts de restructuration, par leurs conséquences, laissent entrevoir la progressive multiplication de fronts de résistance. Les équilibres de la balance extérieure, la monnaie, sont certes défendus, mais grâce à une réduction de la croissance, au chômage (mort lente de certaines régions) et à l'austérité. En même temps, on peut estimer que la crise des valeurs bourgeoises n'a pas été résorbée mais s'est « déplacée » (par suite de la crise économique) vers d'autres thèmes (importance de la croissance et du nucléaire, par exemple).

Il résulte de ces évolutions que les facteurs de déstabilisation du système, s'ils restent fondamentalement les mêmes, ne s'articulent plus exactement de la même façon dans la conjoncture. La période de l'avant 78 était dominée par l'imminence d'une crise politique ; celle-ci pouvait (à l'inverse de celle de mai 68) précéder, et même enclencher la crise sociale. Aujourd'hui, les facteurs sont probablement de nouveau inversés.

LES ORGANISATIONS FRANÇAISES REPRESENTÉES AU CONGRES

M.D.P.L. (Daniel Beauron), Mouvement de la Paix (Jean-Daniel Berger), M.A.N. (Bernard Seux), Lutte ouvrière (Jean Massardier), P.S. (Jean-Marcel Bichat et René Mérat), PCF. (Michel Bruyère), Collectif National de la Convergence Autogestionnaire (Thierry Brevaud), Syndicat National des Journalistes (Daniel Gentot), C.N.A.F.A.L. (André Fortané), M.R.J.C. (Breheret et Lorent), U.D.B. (Gérard Kiger), F.A.S.T.I. (Norbert Meyer), F.E.A. (Miche! Louis), C.F.D.T. (Autexier), C.G.T. (Larose et Bouteille), O.C.T. (Jean-Yves Sécheresse), G.A.M. (Maurice et Roberte Libessart), C.S.C.V. (Georges Cousot et René Bouriatoud) ; le représentant de la J.O.C., empêché, n'a pu se rendre au Congrès

Ceci a de profondes conséquences sur les chemins de la construction de l'unité populaire, à savoir :

— que les enjeux de la reconstruction d'une vague offensive se situant d'abord au plan social (ce qui est autre chose que le refus de la politique) ;

— qu'au plan politique, la situation est déterminée par la recomposition des forces populaires. D'où l'importance névralgique du renforcement du parti et de la construction d'un véritable courant autogestionnaire en vue même des développements ultérieurs de l'unité populaire.

La seule conception réaliste et en même temps conforme à l'originalité du P.S.U. qui reprenne la construction d'une unité populaire dynamique consiste à provoquer des débats sur un certain nombre de questions essentielles auxquelles la gauche devra bien répondre avant d'aller plus loin. C'est, par exemple, pousser au débat à tous les niveaux à partir des expériences d'unité d'action, sur la démocratie, sur le pluralisme, sur les rapports partis et syndicats, sur la répartition des tâches entre les partis politiques et les mouvements sociaux, etc. C'est aussi, face à la crise, être à l'initiative d'une confrontation région par région, branche par branche, des différentes propositions.

Car nous savons bien qu'un débat d'états-majors, à supposer même qu'il entre dans la perspective de réalisation de l'unité populaire, est aujourd'hui impossible. L'union de la gauche a éclaté. Il est illusoire d'espérer à court terme un programme d'unité populaire ficelé et complet ; illusoire également de rêver un redémarrage de l'union avant plusieurs années. L'heure n'est pas

plus aux proclamations chaleureuses sur la nécessité de passer à l'offensive qu'aux appels aussi répétitifs qu'inattendus à l'unité avec les partis de gauche, P.C. et P.S.

LES INVITES ETRANGERS

**Etaient présents au Congrès les
représentants des organisations suivantes :**

P.D.U.P. (Italie), Democrazia Proletaria (Espagne), Parti du Travail (Espagne), P.A.S.O.K. (Grèce), Parti Socialiste Pacifiste (Pays-Bas), Pour le Socialisme (Belgique), Sinn Fein (Irlande), U.E.D.S. (Portugal), M.I.R. (Chili), Amicale des Algériens en Europe, Front Polisario (R.A.S.D.), O.L.P., Front Populaire de Libération de l'Erythrée, Front sandiniste (Nicaragua), Mouvement d'Unité Populaire (Tunisie).

Ont envoyé des messages :

Parti Socialiste Populaire - SF (Danemark), Indépendant Labour Publication (gauche du Parti Travailleuse, Grande-Bretagne), Parti Socialiste Américain (Etats-Unis), Union des Etudiants Iraniens en France - L.I.S.N.U. Plate-forme de gauche, M.E.S. (Portugal), M.A.P.U. (Chili).
J. Salvata, fils de Y. Salvata, porte-parole de la Charte 77 emprisonné (Tchécoslovaquie).

Mais, en même temps, il serait parfaitement erroné de nous contenter d'ironiser sur l' « expérimentation sociale » ; elle se ferait sans nous. Il nous faut nous saisir de cette aspiration pour souligner la contradiction entre autonomie des pouvoirs populaires de base et le mythe du parti concédant droits et libertés mais assurant seul l'exercice du pouvoir. Ne sommes-nous pas le parti du contrôle et de l'autogestion ?

Inutile également de refuser le problème du pouvoir au profit du développement des luttes à la base. A quoi servirait d'écarter la question gouvernementale par des astuces intellectuelles ? Mieux vaut aborder positivement la question du rôle et de la place d'une force autogestionnaire dans une formule gouvernementale. L'hypothèque du Programme commun étant aujourd'hui levée, nous n'attendons pas d'être un jour placés devant l'alternative « ralliement ou non » à une plate-forme gouvernementale anticapitaliste, unitaire ou non. A l'inverse de ce que nous avons fait en 1972, nous devons formuler nos propres propositions cohérentes avec notre stratégie et notre projet, sans nous obnubiler aujourd'hui sur la nature d'un compromis dont les conditions ne sont pas, de toutes manières, réunies.

L'AMENDEMENT MINORITAIRE

La réalisation de l'unité suppose le consentement des partenaires politiques. Or, en mars 1978, le P.C. n'a pas considéré que l'adversaire principal était la droite, mais le P.S. Une fois de plus, il a préféré privilégier ses intérêts propres d'organisation à ceux des travailleurs. Le P.S., quant à lui, n'a cherché qu'à occuper à son profit l'appareil d'Etat pour une gestion sociale du capitalisme et pour contrôler de façon plus importante l'évolution économique et sociale. Pour les partisans d'une conception révolutionnaire de l'autogestion, il n'y a plus de concessions à faire au P.C. sur ses pratiques, ni au P.S. sur ses compromissions.

De plus, nos divergences avec le P.C. et le P.S. ne se réduisent pas à une différence dans le rythme ou le degré de réalisation du socialisme. Leurs projets de société ne remettent en cause ni le productivisme, ni la hiérarchie des décisions, ni l'exploitation des travailleurs.

Des projets politiques différents des conceptions divergentes de l'unité, toute approche de nos relations avec la gauche traditionnelle ne peut faire l'impasse sur ces considérations.

L'unité d'action avec la gauche traditionnelle est nécessaire pour s'opposer à la restructuration capitaliste, au chômage, pour soutenir les droits des travailleurs.

Elle est nécessaire dans l'action quotidienne, en raison même du poids politique dominant des forces de gauche traditionnelle dans le mouvement populaire. Cette unité d'action ne peut cependant être que tactique et conflictuelle ; affirmer le caractère stratégique de l'unité avec la gauche traditionnelle revient à gommer la divergence

fondamentale de conception sur ce que peut être l'unité. Pour le P.C. et le P.S., elle ne saurait être l'auto-organisation des classes populaires et des travailleurs car celle-ci est simplement contradictoire avec leurs propres projets politiques et leurs pratiques.

Une alliance programmatique avec le P.C. et le P.S. supposerait qu'ils adoptent l'autogestion comme projet de société et dynamique de passage au socialisme.

Il est donc illusoire de penser que le P.S.U. puisse impulser un bon programme unitaire pour la gauche. En s'engageant dans cette voie, le P.S.U. s'éloignerait de son objectif fondamental : le rassemblement sur un projet autogestionnaire. Aujourd'hui, pour le P.S.U., l'unité populaire se forge dans les pratiques de contrôle des travailleurs et de contrôle populaire.

Notre politique d'unité d'action doit donc être rééquilibrée :

— priorité à l'unité à la base, priorité absolue aux actions significatives, luttes anticapitalistes, abandon de tout suivisme ;

— concrètement, nous ne devons pas craindre de mener le débat avec les grands partis réformistes et conservateurs qui dominent la gauche en affrontant leurs objectifs stratégiques.

— Parallèlement, la proposition d'une plateforme de lutte immédiate reste nécessaire. Elle pourrait s'axer principalement sur les problèmes d'emploi, de salaire et des libertés (informatique) et doit être proposée à l'ensemble des forces populaires politiques et syndicales. Mais la recherche de l'unité d'action doit moins que jamais être confondue avec la recherche d'une unité stratégique avec la gauche traditionnelle.